

Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY
 Direction, Rédaction
 Administration:
 5, rue des Italiens - PARIS - IX^e
 CHÈQUE POSTAL: PARIS N° 4207-23
 TÉLÉPHONE { TAITBOUT 76-60
 PROVENCE 63-59
 83-03
 TÉLÉGRAPH. : JOURMONDE - PARIS

Le Monde

ABONNEMENTS

Durée maximum : six mois

	3 mois	6 mois
France et Union Fse....	1 260 f.	2 450 f.
Etranger	2 200 f.	4 280 f.
Grande-Bretagne (avion)	2 200 f.	4 280 f.

Les abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
 PARIS & DÉPARTEMENTS. le n° 18 fr.
 ALGÉRIE & TUNISIE..... - 18 -
 MAROC (L. comp.) 18 fr. ESPAGNE 2 pes.

Paris, le 11 avril 1952.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LA REPONSE SOVIETIQUE

Si la réponse soviétique aux notes occidentales du 25 mars sur l'Allemagne ne contient pas les éléments sensationnels que d'aucuns avaient annoncés, elle apporte certaines précisions aux premières propositions de Moscou.

Le problème des élections libres en Allemagne n'était pas abordé dans la note du 10 mars, qui parlait seulement d'établir un gouvernement central pour discuter le traité de paix. Les Occidentaux ayant répliqué qu'un tel gouvernement ne pouvait émaner que d'élections libres, la nouvelle note déclare que le gouvernement soviétique considère comme essentiel que cette question soit étudiée sans retard par les quatre puissances occupantes, et que de telles élections devraient être possibles dans un proche avenir.

Il y a donc accord sur ce point. Accord de principe seulement. Sur la préparation des élections les deux parties s'opposent, les Occidentaux s'en tenant à l'enquête des Nations unies, alors que l'U.R.S.S. voudrait confier cette enquête à une commission des quatre puissances.

On peut prévoir une discussion ardue, discussion d'où dépendra en grande partie la poursuite des négociations et qui témoignera de la bonne volonté des uns et des autres. De prime abord la nature de l'enquête sur les conditions électorales ne devrait pas être une difficulté insurmontable. Il n'y a pas plus de raisons sérieuses pour repousser l'enquête des Nations unies que pour s'opposer à celle des « Quatre ». Elles peuvent être faites d'une façon satisfaisante l'une comme l'autre, et « l'ingérence de l'O.N.U. dans les affaires allemandes », que Moscou affirme ne pouvoir tolérer, se réduirait à une promenade de quelques délégués en zone soviétique. D'un autre côté des délégués des « Quatre » s'acquitteraient aussi bien du même

L'AJOURNEMENT DE LA DECISION DU CONSEIL DE SECURITE RISQUE DE PROLONGER L'EQUIVOQUE dans les milieux tunisiens

Il semble désormais acquis que la question tunisienne ne sera pas débattue au fond devant le Conseil de sécurité. La discussion de procédure qui s'est déroulée jeudi soir a fait ressortir que les Etats d'Orient ne réuniront pas l'indispensable majorité de sept voix.

« Quand l'inscription à l'ordre du jour de la question tunisienne sera mise aux voix nous serons battus », a reconnu M. Bokhari. Mais le diplomate pakistanais a réussi à ajourner le vote qui aurait entraîné l'extinction de la plainte : celle-ci demeure une menace, qui pèse sur l'évolution de la crise ministérielle tunisienne et ne pourra manquer d'entretenir les arrière-pensées qui en retardent encore le dénouement.

Tandis que M. Salah ben Youssef déclarait au Caire qu'étant donnée l'attitude de la majorité du Conseil de Sécurité, les nationalistes tunisiens pourraient envisager « un autre recours à des organisations internationales », le Néo-Destour a fait savoir qu'il se refusait à participer aux travaux de la commission mixte franco-tunisienne étant données « les conditions dans lesquelles ce plan de réforme a été imposé ». Cela ne facilitera pas la tâche de M. Baccouche, qui n'a jamais caché que la délégation tunisienne devrait comprendre les porte-parole des différents partis tunisiens.

Nous avons signalé hier jeudi dans notre dernière édition, que le général commandant supérieur des troupes en Tunisie avait déposé une plainte contre X... pour « complot armé, tentative de rébellion et association de malfaiteurs ». Le communiqué qui accompagnait cette information vise apparemment les leaders du Néo-Destour. On notera que cette plainte est déposée quelques jours après que le docteur Mokaddem a été sollicité de participer en qualité de représentant de ce même mouvement à la commission mixte.

MIS EN ECHEC SUR L'ORDRE DU JOUR le bloc arabo-asiatique POURSUIT SA PROPAGANDE

Par câble, de notre correspondant particulier MAURICE FERRO

Washington, 11 avril. — Tandis que Tunis regarde vers New-York, New-York fait le jeu de Karachi, de ses alliés du bloc arabo-asiatique et du Néo-Destour. On l'a constaté une fois encore quand, battue en fait sur la question de la mise à l'ordre du jour, la coalition des plaignants s'est vu tirer d'affaire par le président du Conseil de sécurité. Hier ce n'est pas à sa dialectique savante qu'Ahmed Bokhari a fait appel pour éviter la décision de rejet, mais à des astuces de procédure. Chacun

guerre de la propagande. En fait l'affaire tunisienne est toujours au rôle du Conseil de sécurité, ce qui permet un travail intense de couloirs. La déclaration du représentant des Etats-Unis, Ernest Gross, a d'ailleurs apporté de l'eau au moulin des demandeurs. Washington, en adoptant une attitude de neutralité à l'égard des deux véritables intéressés, la France et la Tunisie, n'a pas pour toujours fermé les portes des Nations unies. On a mis ici sur un règlement satisfaisant de l'affaire pour

La loi de finances au Conseil de la République

Les sénateurs demandent que la souscription à un emprunt soit la condition de l'amnistie fiscale

Le Conseil de la République a siégé sans désenchaner depuis jeudi après-midi pour examiner le projet de loi de finances voté en première lecture par l'Assemblée nationale.

Comme à l'Assemblée, le gouvernement a été mis en échec sur la réduction des crédits d'équipement agricole. Les députés les avaient exclus du programme de 110 milliards d'économies. Et c'est contre cette décision que le président du conseil, à l'occasion d'une seconde lecture, avait posé l'une des dix questions de confiance.

Les sénateurs ont été moins loin que les députés. Par 217 voix contre 79 ils ont limité à 8 % la réduction des crédits intéressant l'agriculture, aussi bien pour l'équipement des services publics que pour les investissements. Le gouvernement s'y est opposé vainement. Sa seule ressource, si les sénateurs ne revenaient pas d'eux-mêmes sur leur vote, serait de faire appel de leur décision devant l'Assemblée nationale en posant la question de confiance en seconde et dernière lecture. Le vote définitif du projet s'en trouverait alors retardé. Mais la commission sénatoriale serait invitée à rétablir le texte du gouvernement dans sa version initiale et intégrale.

Les sénateurs ont également épargné les crédits d'habitations à loyer modéré. Mais, bien que cette seconde exception se comprenne davantage, elle n'a été adoptée qu'à quatre voix de majorité. Il était donc plus facile de revenir sur elle avant le vote sur l'ensemble.

Enfin le Conseil de la République, avant de suspendre sa séance en fin de matinée, a adopté par 144 voix contre 135 une formule d'emprunt amnistiant

au principe duquel M. Pinay s'est déjà opposé à l'Assemblée nationale.

Ainsi, contrairement à ce que l'on pouvait attendre, les sénateurs se seront montrés plus réticents que les députés.

Lorsque l'Assemblée nationale était orientée plus à gauche le Conseil de la République se situait à droite. Mais, jouant son rôle de contre-poids, il devient, semble-t-il, moins libéral lorsque sa voisine le devient davantage. Le R.P.F. y est aussi plus uni, plus « orthodoxe ». — J. F.

Lire en page 10 le compte rendu du débat

LA SITUATION DEMEURE CONFUSE EN BOLIVIE

D'après les renseignements recueillis par l'United Press, la situation en Bolivie est toujours confuse et tendrait à s'aggraver.

A La Paz les combats de rues se poursuivaient encore hier jeudi tard dans l'après-midi, et les leaders rebelles, le général Antonio Seleme et M. Siles Suazo, auraient cherché refuge à la nonciature apostolique.

Les services de câbles sont toujours suspendus entre Arica et La Paz, les employés des deux compagnies assurant ce service ayant pris la fuite pour échapper